



Atelier national sur la résilience des forêts du Nord face aux sécheresses et au changement climatique

Désertif'actions 2026

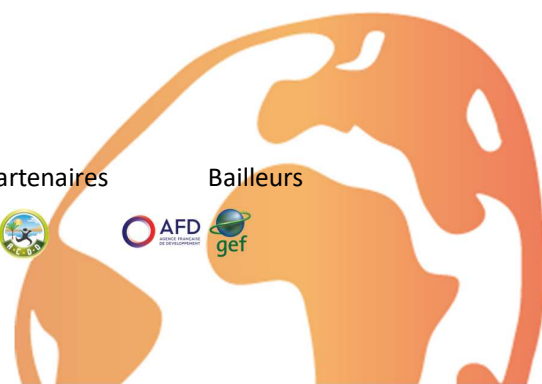
Pour des territoires résilients face aux sécheresses : agissons dès maintenant !

Informations générales

- Organismes et leurs logos

Association Shanti	
ISPT - l'Institut Sylvopastoral de Tabarka	
ACDD - Association Citoyenneté et Développement Durable Gabès	
World Wildlife Fund (WWF NA)	
OSS - Observatoire du Sahara et du Sahel	

- Date et lieu de l'atelier : 07 et 08 octobre 2025 à l'Institut Sylvopastoral de Tabarka





- Sources de financement (bailleurs et leurs logos)

Projet GREENOVI	   
Projet Taghir	  
ACDD Gabes	

Rapporteur de l'atelier (nom, prénom, adresse mail)

- Messa Sfaxi – messa.sfaxi@shanti.tn
- Oscar Lalanne - oscar.lalanne@shanti.tn
- Jalel Chaabani – Jalel.chaabani@shanti.tn

Contexte Général

SHANTI est une association tunisienne dont la mission est de construire collectivement et de manière concertée des solutions innovantes et créatives aux défis sociaux, économiques, culturels et environnementaux contemporains. À travers la mise en œuvre de projets et de services, SHANTI contribue à l'édification d'une société solidaire, inclusive et durable, fondée sur l'égalité des chances et l'accès aux droits.

Dans le cadre de ses missions de promotion de l'Économie Sociale et Solidaire et de renforcement de la résilience des territoires face aux crises climatiques, SHANTI s'appuie sur plusieurs initiatives complémentaires et cohérentes, articulant action locale, innovation sociale et engagement international. Le projet TAGHYIR, mis en œuvre par SHANTI et ses partenaires en Tunisie et au Maroc, avec le soutien de l'ACPP, vise la création d'écosystèmes ESS centrés sur les personnes, leur travail et leurs formes d'organisation collective. Il favorise l'intercoopération entre les organisations de la société civile, les communautés locales et les universités notamment l'ISPT de Tabarka tout en intégrant de manière



transversale une approche genre et environnementale. Le projet promeut également la Communication pour le Développement (C4D) comme levier stratégique de transformation sociale et territoriale.

En parallèle, le projet Oasis et Forêts Solidaires, exécuté par SHANTI avec un appui dans le cadre du projet Greenovi, financé par Expertise France, vise à renforcer les capacités des projets structurants et des éco-entrepreneurs opérant dans les secteurs de l'économie verte et circulaire. Déployé dans les zones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest tunisien (gouvernorats de Tozeur, Le Kef et Jendouba), ce projet accompagne techniquement et financièrement des initiatives locales durables, fondées sur des pratiques résilientes et des modèles économiques innovants. Il favorise la création de clusters territoriaux, la valorisation des expériences locales et la mise en réseau des acteurs, en mobilisant des partenaires nationaux et internationaux tels que le CARI, le WWF Afrique du Nord, l'OSS et l'ACDD, contribuant ainsi à une transition économique durable et solidaire.

1.2. Lien avec le processus Désertif'actions 2026

Dans cette dynamique, SHANTI s'inscrit pleinement dans les processus internationaux de plaidoyer, de capitalisation et d'échange de bonnes pratiques, à travers sa participation active au Sommet Désertif'actions 2026, qui se tiendra du 25 au 28 mars 2026 à Djerba.

L'organisation d'un atelier préparatoire national vise à capitaliser les enseignements issus des expériences locales et des projets soutenus par SHANTI, afin de formuler des recommandations opérationnelles sur la résilience des territoires face aux crises climatiques, à la désertification et à la dégradation des écosystèmes.

Le Sommet réunira environ 350 acteurs nationaux et internationaux — ONG, institutions publiques, chercheurs, enseignants, étudiants, praticiens, médias et représentants des administrations — autour d'un objectif commun : co-construire un plaidoyer structuré et opérationnel, capable d'influencer les orientations politiques et les décisions internationales, notamment dans le cadre de la COP17.

Les thématiques prioritaires porteront notamment sur :

- la transformation des systèmes agricoles et pastoraux ;
- la gestion durable et intégrée des ressources en eau ;
- le pilotage territorial et la gouvernance locale face aux changements climatiques.

Ainsi, l'atelier national organisé par SHANTI et ses partenaires (ISPT, CARI, OSS, WWF Afrique du Nord, ACDD) constitue un véritable pont entre les initiatives locales et les dynamiques internationales, en mobilisant acteurs, savoirs et expériences pour renforcer durablement la résilience des forêts, des systèmes agricoles et des communautés locales face aux sécheresses et aux effets du changement climatique.



Co-organisateurs



Nations Unies
Convention sur la lutte
contre la désertification

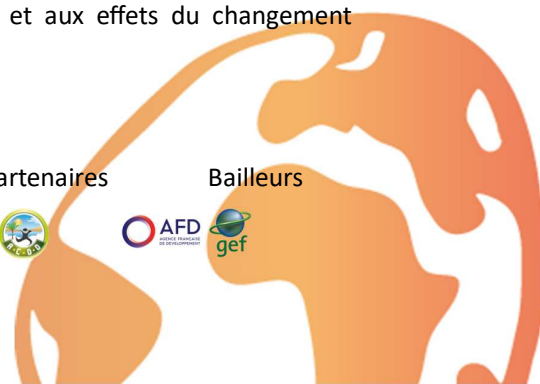


www.desertif-actions.org

Partenaires



Bailleurs



1.3. Objectifs généraux et spécifiques de l'atelier

Objectif général : Renforcer la résilience des forêts, des systèmes agricoles et pastoraux ainsi que des communautés locales du Nord de la Tunisie face aux sécheresses et au changement climatique, en valorisant les dynamiques locales, les savoir-faire territoriaux et les solutions innovantes, afin de soutenir des modèles de développement durables, inclusifs et adaptés au contexte tunisien.

Objectifs spécifiques

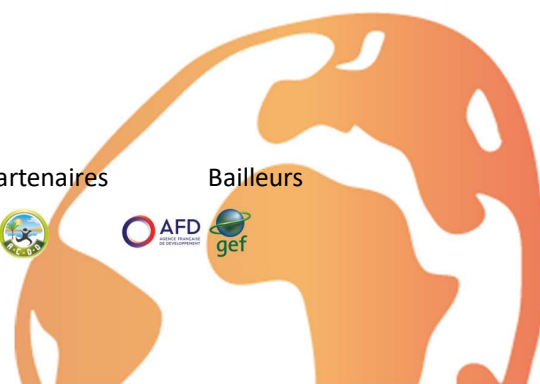
- Partager les connaissances locales, scientifiques et techniques relatives à la sylvopastoralité, à l'agroforesterie et à la gestion durable des forêts et des terres ;
- Identifier les impacts socio-économiques des sécheresses sur les communautés locales, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de l'artisanat et de l'écotourisme ;
- Co-construire des recommandations techniques et politiques visant à renforcer la résilience des systèmes forestiers, agricoles et pastoraux ;
- Sensibiliser et mobiliser les acteurs locaux, en particulier les femmes, les jeunes et les professionnels, autour des enjeux climatiques et des solutions adaptées ;
- Renforcer la coordination et la coopération entre acteurs institutionnels, techniques et communautés locales afin de développer des solutions intégrées et durables ;
- Valoriser et diffuser les pratiques innovantes et réussies, susceptibles d'être répliquées dans d'autres zones vulnérables à la désertification ;
- Consolider un plan d'action opérationnel à moyen et long terme, en lien avec le Sommet Désertif'actions 2026 et les stratégies nationales de lutte contre la désertification.

1.4. Approche méthodologique

L'atelier a adopté une approche participative, inclusive et pluridisciplinaire, mobilisant chercheurs, étudiants, éco-entrepreneurs, praticiens, représentants institutionnels, organisations de la société civile et communautés locales. Cette démarche vise à favoriser le croisement des savoirs et la co-construction de solutions concrètes et contextualisées.

Méthodes mobilisées

- Panels d'experts : présentations et débats autour de la sylvo-pastoralité, de l'agroforesterie, de l'économie locale et des politiques publiques ;
- Ateliers collaboratifs : groupes de travail thématiques consacrés à l'agroforesterie, à l'artisanat, à l'écotourisme et à la gouvernance territoriale ;





- Témoignages de terrain : partage d'initiatives locales innovantes et identification des contraintes rencontrées par les acteurs ;
- Visites de terrain : observation, analyse et capitalisation de pratiques réussies et transférables ;
- Production collective : élaboration de recommandations thématiques intégrant les dimensions techniques, sociales, économiques et environnementales ;
- Approche inclusive : valorisation du rôle des femmes, des jeunes et des acteurs de terrain, garantissant une participation équitable et représentative.

Cette méthodologie a favorisé un dialogue constructif entre acteurs locaux, universitaires et partenaires internationaux, assurant la pertinence, la cohérence et la durabilité des recommandations produites, ainsi que leur intégration dans le plan d'action du Sommet Désertif'actions 2026.

2. Présentation de l'atelier

2.1. Lieu, date et cadre organisationnel

L'atelier national préparatoire au Sommet Désertif'actions 2026 s'est tenu à Tabarka, au sein de l'Institut Sylvopastoral de Tabarka (ISPT), les 7 et 8 octobre 2025.

Organisé dans les délais prévus, l'événement s'est déroulé dans un climat de coopération, d'efficacité et de forte mobilisation des partenaires. Le programme a alterné :

- des séances plénières ;
- des ateliers thématiques ;
- des présentations d'expériences locales ;
- et des temps d'échanges informels, favorisant la mise en réseau des participants.

La coordination fluide entre les équipes techniques et logistiques a permis d'assurer la qualité de l'ensemble des sessions. L'atelier a contribué à créer une dynamique collective forte et à positionner Tabarka comme un pôle de réflexion stratégique sur la résilience territoriale et la gestion durable des forêts en Tunisie.

2.2. Partenaires institutionnels et techniques

L'organisation de l'atelier a reposé sur une collaboration interinstitutionnelle étroite entre plusieurs acteurs clés engagés dans la transition écologique et solidaire :

- SHANTI, coordination ;
- Institut Sylvopastoral de Tabarka (ISPT), hôte académique et partenaire scientifique ;
- Association de Citoyenneté et de Développement Durable de Gabès (ACDD), partenaire technique et institutionnel ;



Co-organisateurs



Nations Unies
Convention sur la lutte
contre la désertification



Partenaires



Bailleurs





- Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS), apportant un appui stratégique sur la gestion intégrée des ressources naturelles ;
- WWF Afrique du Nord, contribuant aux dimensions écologiques et de gouvernance environnementale ;
- ACP et Expertise France, partenaires techniques des projets TAGHYIR et Oasis & Forêts Solidaires.

Cette alliance multi-acteurs a garanti la complémentarité des expertises, une vision partagée et une cohérence stratégique avec les objectifs du Sommet Désertif'actions 2026.

2.3. Public cible et participation

L'atelier a rassemblé environ 45 participants, représentant une diversité d'acteurs engagés dans la transition écologique, la recherche et le développement territorial :

- Institutions publiques : CRDA, municipalités, directions régionales de l'agriculture, structures forestières et environnementales ;
- Universités et centres de recherche : ISPT de Tabarka, CARRO, INRGREF, Université Jendouba ;
- Organisations de la société civile : associations locales, ONG nationales et internationales actives dans les domaines du climat, de l'ESS et de la biodiversité ;
- Secteur économique et agricole : éco-entrepreneurs, artisans, coopératives agricoles et structures d'appui à l'économie circulaire ;
- Médias et communication : journalistes, radios associatives et acteurs de la Communication pour le Développement (C4D).

La participation a été équilibrée du point de vue du genre, avec une forte représentation des femmes (environ 60 %), ainsi que des jeunes chercheurs, étudiants et éco-entrepreneurs. Cette diversité de profils a enrichi les échanges et permis une approche transversale et intégrée des thématiques abordées.

Contenus des travaux

1. Contexte des sécheresses dans le pays

1.1. Eléments de contexte sur les sécheresses (occurrences des crises, impacts sur les territoires et leurs ressources, sur les communautés et leurs activités)

La Tunisie connaît une intensification progressive des périodes de sécheresse, touchant à la fois les zones agricoles, forestières et pastorales. Ce phénomène s'inscrit dans une évolution climatique marquée par



Co-organisateurs



Nations Unies
Convention sur la lutte
contre la désertification



Partenaires



Bailleurs



des pluies de plus en plus irrégulières, des saisons sèches prolongées et des températures plus élevées, affectant directement la disponibilité en eau et la régénération naturelle des écosystèmes.

Les régions du Nord et du Nord-Ouest, longtemps considérées comme les plus arrosées et les plus productives du pays, subissent aujourd'hui à leur tour une dégradation croissante de leurs ressources hydriques et forestières.

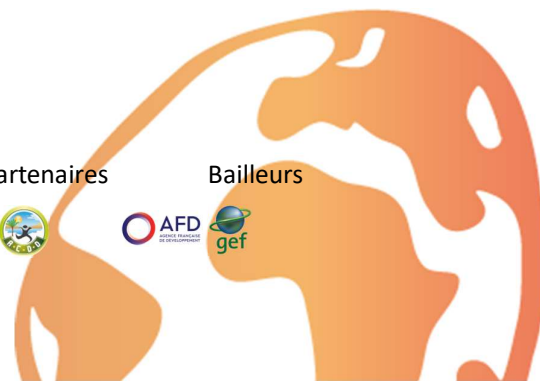
Les sécheresses récurrentes entraînent des effets en cascade :

- Affaiblissement du couvert végétal et appauvrissement des sols, favorisant l'érosion et les incendies de forêt.
- Réduction des ressources en eau de surface et souterraines, avec un impact direct sur les cultures, l'élevage et l'approvisionnement domestique.
- Perte de biodiversité et fragilisation des milieux naturels, notamment dans les zones de montagne et les écosystèmes humides.
- Vulnérabilité accrue des communautés rurales, qui voient leurs activités économiques traditionnelles (agriculture, artisanat, pastoralisme) se fragiliser face à la baisse de productivité et à la raréfaction des ressources.

Ces transformations affectent particulièrement les territoires forestiers du Nord-Ouest, comme Tabarka, Aïn Draham et Fernana, où la dépendance des populations aux ressources naturelles reste forte. Les acteurs locaux soulignent que la sécheresse n'est plus perçue comme un événement ponctuel, mais comme un phénomène structurel qui modifie profondément les équilibres écologiques et sociaux.

L'atelier a ainsi permis de documenter et d'échanger sur les effets directs des sécheresses : appauvrissement des sols, perte d'espèces endémiques, tarissement des sources, mais aussi répercussions économiques et sociales sur les ménages forestiers. Ces constats ont mis en lumière la nécessité d'une réponse collective, reposant sur la préservation des forêts, la gestion concertée des ressources naturelles et la revalorisation des pratiques locales comme leviers d'adaptation durable.

1.2. Réponses politiques face aux sécheresses (engagements nationaux, mécanismes existants, positions portées par le pays à l'international)



Les discussions tenues durant l'atelier ont mis en évidence que la Tunisie dispose déjà de plusieurs cadres de réponse et d'engagements politiques face aux défis de la sécheresse, mais que leur mise en œuvre reste encore partielle et perfectible.

Au niveau national, les politiques de lutte contre la dégradation des terres et de gestion des ressources naturelles s'articulent autour de plusieurs axes complémentaires :

- La gestion durable des forêts et des parcours, à travers la mise en œuvre de stratégies nationales encadrées par la Direction Générale des Forêts (DGF) et les services régionaux de l'agriculture.
- L'intégration de la dimension climatique et de la résilience dans les plans territoriaux, notamment par le renforcement de la gouvernance locale et des dispositifs de co-gestion communautaire.
- L'appui institutionnel et technique de partenaires tels que le CARI, l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) et le WWF Afrique du Nord, qui accompagnent les institutions publiques et les acteurs associatifs dans la conception de projets pilotes sur la restauration écologique et la gestion intégrée des ressources.

Sur le plan territorial, les initiatives présentées durant l'atelier (agroforesterie, écotourisme durable, artisanat local) témoignent d'un engagement croissant des acteurs régionaux et communautaires dans la lutte contre les effets de la sécheresse. Ces projets, portés par des associations, GDA, SMSA et coopératives féminines, traduisent une prise de conscience collective : la préservation de l'eau, du sol et de la forêt n'est pas seulement une question environnementale, mais un enjeu de développement économique et social durable.

Enfin, l'atelier a rappelé que les positions de la Tunisie sur la scène internationale, notamment dans le cadre du processus Désertif'actions, visent à renforcer la coopération entre acteurs du Maghreb et du Sahel. Ces échanges permettent de partager les expériences réussies, d'harmoniser les approches de résilience et de consolider les engagements régionaux autour de la lutte contre la sécheresse et la dégradation des terres.

2. Résultats des travaux sur la sous-thématique traitée

Atelier 1



Co-organisateurs



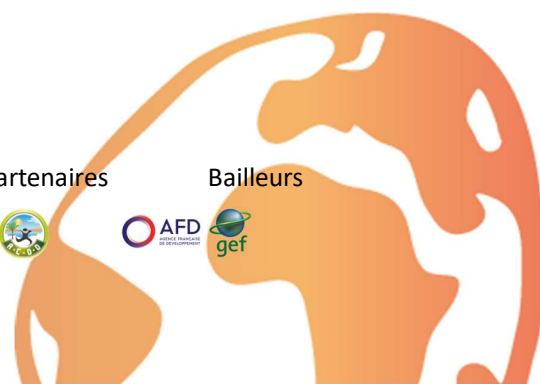
Nations Unies
Convention sur la lutte
contre la désertification



Partenaires



Bailleurs





2.1. Thématique traitée : Amélioration de la résilience sylvo- et agroforestière.

2.2. Question posée et description de la problématique spécifique dans le pays

- Question posée :

Comment les pratiques sylvo- et agroforestières peuvent-elles s'adapter aux sécheresses répétées pour préserver les forêts et soutenir les moyens de subsistance des communautés locales ?

- Problématique spécifique :

Les sécheresses successives ont profondément modifié les équilibres des écosystèmes forestiers du Nord tunisien. La surexploitation, la monoculture et le surpâturage aggravent la dégradation des sols et la perte de biodiversité.

Malgré les connaissances scientifiques et les efforts de reboisement, la résilience reste faible faute de gouvernance participative, de valorisation des savoirs locaux et de coordination entre institutions.

- Résumé des présentations de cadrage :

Les présentations introductives ont mis en avant l'importance d'adapter les systèmes de production aux contraintes hydriques. Les experts ont rappelé que les forêts du Nord sont à la fois un bouclier écologique et une source vitale de revenus.

Les interventions ont insisté sur la nécessité d'une approche intégrée combinant recherche scientifique, gestion communautaire et innovation écologique.

Elles ont également souligné le potentiel des modèles hybrides : agrosylviculture, sylvopastoralisme, bandes boisées... pour améliorer la fertilité des sols, réduire l'érosion et diversifier les ressources économiques.

2.3. Actions mises en place pour répondre à la problématique (en lien avec la thématique traitée)

A) Présentations et retours d'expériences

Cet atelier a rassemblé des chercheurs, ingénieurs, représentants de SMSA/GDA et praticiens du terrain autour de la question de la résilience écologique et productive.

Les présentations de cadrage ont mis en avant des approches concrètes de restauration des écosystèmes forestiers et d'adaptation des pratiques agricoles.

1. *Systèmes agroforestiers mixtes et sylvopastoraux.*

Les présentations ont décrit plusieurs modèles d'intégration agriculture-forêt :



Co-organisateurs



Nations Unies
Convention sur la lutte
contre la désertification



Partenaires



Bailleurs





- Agrosylviculture : association de cultures (blé, légumineuses, légumes) et d'arbres fruitiers, améliorant la fertilité des sols et réduisant l'érosion.
- Sylvopastoralisme : utilisation contrôlée des sous-bois comme zones de pâturage, limitant la biomasse combustible et prévenant les incendies.
- Haies brise-vent : plantation d'arbres en bordure des parcelles, protégeant les cultures et favorisant la biodiversité.

Ces pratiques ont montré leur efficacité dans la rétention d'eau, la régénération des sols et la diversification des revenus.

2. *Suivi environnemental et gestion intégrée.*

Les experts du programme MISLAND (OSS) ont présenté l'utilisation des données satellitaires pour le suivi de la dégradation des terres et la planification d'interventions ciblées.

Les "hotspots" identifiés dans le Nord (Tabarka, Fernana, Aïn Draham) ont servi de base à la priorisation des actions de restauration et de reboisement.

Les présentations ont insisté sur la nécessité de renforcer les liens entre science et terrain, en impliquant les communautés locales dans la collecte et la validation des données.

3. *Valorisation des savoirs locaux et innovation technique.*

Les échanges ont aussi montré l'importance des savoirs paysans dans la gestion durable des forêts : techniques de semis traditionnels, usage raisonné du bois, organisation communautaire des pâturages. Des universitaires ont présenté des initiatives pilotes de recherche-action, combinant indicateurs scientifiques et savoirs endogènes pour améliorer les rendements sans nuire à l'écosystème.

B) Travaux de groupes et recommandations collectives

Les groupes de travail ont produit un ensemble de recommandations opérationnelles :

- Améliorer la gestion forestière participative : impliquer les communautés locales dans la planification et le suivi des forêts, en leur accordant un rôle de co-gestion.
- Renforcer la restauration écologique par la plantation d'espèces locales résistantes à la sécheresse (chênes, pins d'Alep, arbustes endémiques).
- Optimiser la gestion de l'eau grâce à des techniques locales (paillage, bassins, cordons pierreux, banquettes).
- Mettre en réseau les chercheurs et les GDA pour accélérer le transfert technologique des solutions testées.



- Encourager la création de coopératives forestières afin d'assurer une exploitation économique contrôlée et durable (cueillette, miel, plantes aromatiques).
- Renforcer la formation professionnelle dans les domaines de l'agroforesterie et de l'agroécologie.

Les participants ont souligné que la résilience écologique dépend d'un équilibre entre savoirs scientifiques et pratiques communautaires. Les résultats ont montré que l'adaptation passe avant tout par une éducation environnementale et une appropriation locale des solutions.

2.4. Freins et leviers au changement pour répondre à la problématique

Freins, difficultés, obstacles à la mise en place d'actions, ou à leur mise à l'échelle	Leviers d'actions, conditions favorables (techniques ou organisationnelles) pour dépasser les difficultés
Manque de coordination interinstitutionnelle	Création d'un observatoire national et de cadres de concertation régionaux
Manque de financements pour la restauration forestière	Accès aux fonds climatiques et implication du secteur privé
Surpâturage et exploitation non durable	Encadrement communautaire et surveillance participative
Faible implication des jeunes	Formation en agroécologie et insertion professionnelle
Méconnaissance des savoirs traditionnels	Recherche-action et valorisation des pratiques locales

2.4. Messages de plaidoyer prioritaires

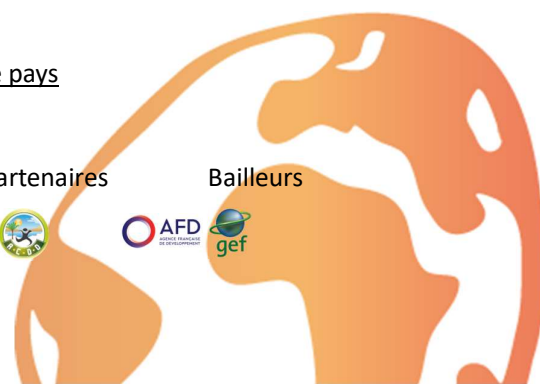
Cibles de plaidoyer	Messages de plaidoyer formulés à destination de cette cible
Ministère de l'Agriculture et des Ressources hydrauliques	Intégrer les approches sylvo- et agroforestières dans les plans d'adaptation nationaux
Institutions de recherche	Soutenir les programmes de recherche-action sur la résilience forestière
Collectivités locales	Mettre en place des plans de gestion communautaire des forêts
Bailleurs internationaux	Financer des projets pilotes de reboisement participatif et de suivi climatique
Universités et écoles d'agronomie	Inclure les modules de gestion durable dans les formations techniques

Atelier 2

2.1. Thématique traitée (intitulé)

Promotion de l'artisanat et de l'écotourisme dans le nord de la Tunisie.

2.2. Question posée et description de la problématique spécifique dans le pays





-Question posée :

Comment l'artisanat et l'écotourisme peuvent-ils contribuer à renforcer la résilience économique, sociale et environnementale des territoires forestiers du nord-ouest tunisien confrontés aux sécheresses répétées ?

-Problématique spécifique :

Les forêts et zones rurales du Nord tunisien (Tabarka, Aïn Draham, Fernana) constituent des pôles écologiques stratégiques mais sont de plus en plus menacés par la sécheresse, la raréfaction des ressources hydriques et la dégradation des paysages. Ces phénomènes fragilisent les activités économiques traditionnelles et accentuent la précarité des populations locales, en particulier celle des femmes et des jeunes.

L'artisanat et l'écotourisme représentent des secteurs à fort potentiel, capables d'allier valorisation économique et préservation environnementale. Cependant, leur structuration reste limitée, l'accès aux marchés est faible, et la coordination entre acteurs publics et privés demeure insuffisante.

- Résumé des présentations de cadrage :

Les présentations introductives ont montré que l'économie locale dans le Nord repose sur des savoir-faire et des ressources naturelles en voie de disparition. Les intervenants ont insisté sur la nécessité de relier développement économique et durabilité écologique.

Les discussions ont souligné trois constats majeurs :

- La vulnérabilité accrue des activités artisanales et touristiques aux effets du changement climatique
- La sous-valorisation du patrimoine naturel et culturel
- Le manque d'accompagnement institutionnel pour faire émerger des filières durables

Le débat a fait ressortir l'importance de repenser les modèles économiques locaux autour d'une gouvernance participative et d'une vision intégrée reliant environnement, culture et inclusion sociale.

2.3. Actions mises en place pour répondre à la problématique (en lien avec la thématique traitée)

Les échanges de l'atelier se sont articulés autour des présentations des panels et des travaux de groupes participatifs.

A) Présentations et retours d'expériences



Co-organisateurs



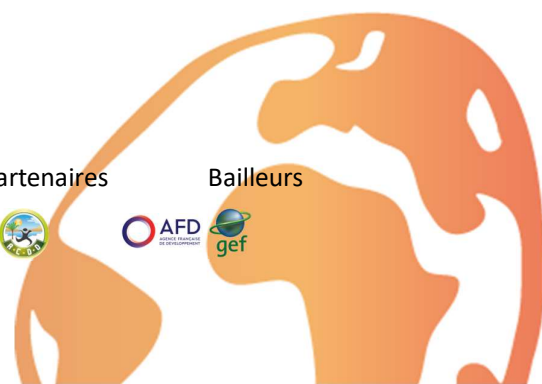
Nations Unies
Convention sur la lutte
contre la désertification



Partenaires



Bailleurs





Les présentations du premier atelier ont mis en lumière une série d'initiatives locales, institutionnelles et communautaires qui traduisent concrètement la manière dont l'artisanat et l'écotourisme peuvent devenir des leviers de résilience économique et sociale face à la sécheresse.

1. *Dar El Aïn*

Cette structure communautaire d'écotourisme vise à valoriser les ressources locales tout en préservant l'environnement.

L'activité repose sur la rénovation d'habitations traditionnelles en gîtes éco-construits, la mise en place d'ateliers culinaires et artisanaux, et l'organisation de circuits écotouristiques à faible impact environnemental.

Le projet contribue à la création d'emplois féminins, à la promotion du patrimoine forestier et à la sensibilisation des visiteurs à la gestion durable des ressources naturelles.

Cette initiative a également permis de réduire la dépendance économique à l'agriculture de subsistance et de stabiliser les revenus ruraux dans un contexte de sécheresse prolongée.

2. *La coopérative féminine Fontaines Bénies et la banque de semences communautaire*

Cette coopérative, née à ain darahem, illustre une approche intégrée de résilience agricole et de souveraineté alimentaire.

Elle regroupe plus de 300 femmes qui cultivent, sélectionnent et conservent des variétés locales adaptées aux conditions climatiques.

Ces semences, issues de savoirs traditionnels, ont démontré une résistance accrue à la sécheresse et un rendement stable sans recours à des intrants chimiques.

Le projet a aussi une dimension pédagogique : des ateliers de formation sont organisés pour transmettre les pratiques de conservation et encourager les échanges entre agricultrices et institutions de recherche (Banque nationale des gènes, universités, ONG).

3. *La tourbière de Dar Fatma*

Le projet de restauration écologique de la tourbière de Dar Fatma, présenté par des experts du WWF et de l'ISPT, met en avant l'importance d'une approche participative.

Les études socio-économiques menées sur le site ont permis d'associer directement les éleveurs, les habitants et les acteurs économiques aux actions de conservation.

L'expérience démontre que la protection des écosystèmes humides peut aller de pair avec la création de

nouvelles activités locales (cueillette durable, éco-éducation, écotourisme scientifique).

4. *Homrane Sustainable Living*

Homrane Sustainable Living, implanté à Aïn Draham, combine production agricole écologique, formation et hébergement éco-responsable.

Le site expérimente la collecte d'eaux pluviales dans des bassins de 65 m³, la régénération des sols par le paillage, et la plantation d'espèces endémiques.

Les retombées sont tangibles : restauration des sols, sensibilisation de la population locale, développement d'une micro-économie durable.

Ces expériences convergent vers une vision commune : les activités économiques durables peuvent devenir un moteur de résilience territoriale si elles reposent sur la coopération locale, la transmission des savoirs et la valorisation du patrimoine écologique.

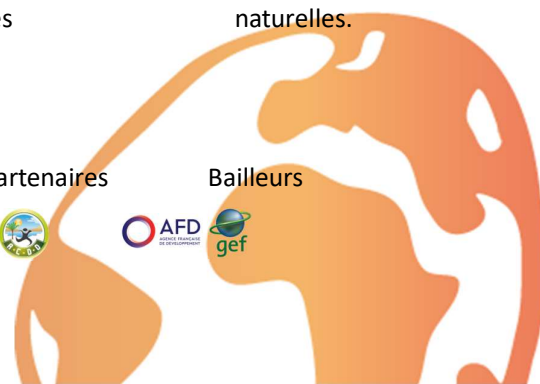
B) Travaux de groupes et propositions collectives

Les travaux collaboratifs ont permis d'approfondir ces expériences et d'identifier des pistes opérationnelles pour leur mise à l'échelle.

Les participants ont d'abord dressé un diagnostic collectif : la sécheresse affecte directement l'artisanat (disparition des ressources naturelles comme le bois, les fibres ou l'argile) et fragilise le tourisme rural (perte de verdure, raréfaction de l'eau).

Ils ont ensuite formulé des propositions concrètes :

- Structurer des circuits d'écotourisme intégrés reliant les sites naturels, les ateliers artisanaux et les coopératives locales, sous une charte écologique nationale.
- Créer un label "Forêts du Nord : Artisanat durable" valorisant les produits issus de filières respectueuses des ressources.
- Mettre en place des incubateurs ruraux pour soutenir l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes dans les domaines du tourisme responsable et de l'artisanat écologique.
- Renforcer la formation et la recherche appliquée, notamment en partenariat avec l'Institut Sylvopastoral de Tabarka (ISPT), pour développer des modèles reproductibles dans d'autres régions.
- Développer des campagnes de sensibilisation autour du lien entre sécheresse, économie locale et préservation des ressources naturelles.





Les discussions ont également permis de dégager un consensus : la résilience économique des communautés rurales passe par la diversification des sources de revenus, la coopération interrégionale et la valorisation du patrimoine naturel et culturel comme ressource économique à part entière.

2.4. Freins et leviers au changement pour répondre à la problématique

Freins, difficultés, obstacles à la mise en place d'actions, ou à leur mise à l'échelle	Leviers d'actions, conditions favorables (techniques ou organisationnelles) pour dépasser les difficultés
Dégradation des paysages forestiers due à la sécheresse	Développement de modèles écotouristiques basés sur la restauration écologique
Manque de coordination entre acteurs publics, privés et communautaires	Création de plateformes territoriales multi-acteurs
Insuffisance de financement et d'accès aux marchés	Soutien institutionnel et mécanismes de micro-financement dédiés à l'artisanat vert
Faible reconnaissance du rôle économique des femmes	Renforcement de l'entrepreneuriat féminin et appui aux coopératives rurales
Absence de labels et de politiques de valorisation territoriale	Labellisation écologique et marketing local des produits artisanaux
Manque de formation technique et d'accompagnement	Programmes de formation sur l'économie verte et solidaire

2.4. Messages de plaidoyer prioritaires

Cibles de plaidoyer	Messages de plaidoyer formulés à destination de cette cible
Ministère du Tourisme et de l'Artisanat	Intégrer la durabilité et la gestion forestière dans les stratégies nationales d'écotourisme
Ministère de l'Environnement	Soutenir la création de circuits écotouristiques verts et la promotion de produits artisanaux durables
Collectivités locales (Jendouba, Béja, Kef)	Inclure l'artisanat et l'écotourisme dans les plans de développement communaux
Bailleurs et partenaires techniques (CARI, WWF, OSS)	Financer des projets pilotes intégrant femmes et jeunes dans les filières durables
Secteur privé	Créer des partenariats de valorisation éthique des produits forestiers et artisanaux

Atelier 3



Co-organisateurs



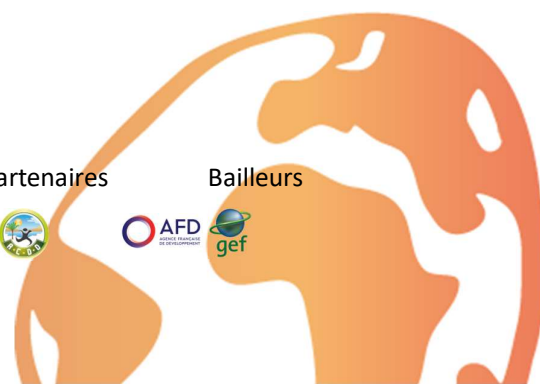
Nations Unies
Convention sur la lutte
contre la désertification



Partenaires



Bailleurs



2.1. Thématique traitée : Renforcement du cadre institutionnel, politique et financier en faveur de l'écosystème forestier.

2.2. Question posée et description de la problématique spécifique dans le pays

- Question posée :

Comment améliorer la coordination institutionnelle et mobiliser des financements durables pour renforcer la gouvernance forestière et l'adaptation aux sécheresses ?

- Problématique spécifique :

Le secteur forestier tunisien souffre d'un morcellement institutionnel et d'un déficit de financement durable. Les stratégies (SNDDFP, CDN) existent, mais leur mise en œuvre est limitée par la centralisation des décisions et la faible participation communautaire.

Le manque de clarté des mandats, l'obsolescence du cadre juridique et la rareté des fonds dédiés freinent la transition vers une gestion durable et inclusive des forêts.

- Résumé des présentations de cadrage :

Les intervenants ont souligné la nécessité d'une réforme structurelle du cadre institutionnel pour clarifier les rôles, renforcer la décentralisation et harmoniser les politiques publiques.

Ils ont aussi insisté sur l'importance de mobiliser de nouvelles sources de financement climatique et d'intégrer le secteur forestier dans les priorités budgétaires nationales.

Enfin, la question de la transparence, de la participation citoyenne et du suivi des dépenses publiques a été largement discutée comme condition essentielle de la durabilité.

2.3. Actions mises en place pour répondre à la problématique (en lien avec la thématique traitée)

A) Présentations et retours d'expériences

Le troisième atelier s'est concentré sur la gouvernance forestière et les mécanismes financiers nécessaires pour appuyer la résilience climatique.

Les présentations ont mis en évidence les défis structurels et les dynamiques en cours.

1. Évaluation de la SNDDFP (2015-2024)

Les représentants de la Direction Générale des Forêts et des partenaires (OSS, ACDD) ont partagé les conclusions de l'évaluation nationale de la stratégie.

Les avancées ont été notables sur la restauration de zones dégradées et la sensibilisation, mais les limites demeurent : manque de coordination, faible intégration locale et déficit de financement durable.

2. Réformes institutionnelles et décentralisation

Les intervenants ont plaidé pour une clarification des mandats entre institutions, et pour un renforcement du rôle des collectivités territoriales dans la gestion des ressources naturelles. Des expériences pilotes de plans locaux de développement forestier participatif ont été citées, notamment dans le Nord-Ouest, démontrant que la participation citoyenne améliore la durabilité des actions.

3. Mécanismes de financement innovants

Des experts ont présenté des pistes concrètes pour diversifier les sources de financement :

- accès des institutions nationales aux fonds verts internationaux
- mise en place de partenariats public-privé dans la valorisation des produits forestiers
- expérimentation de fonds régionaux pour la résilience climatique alimentés par les bailleurs et les entreprises locales

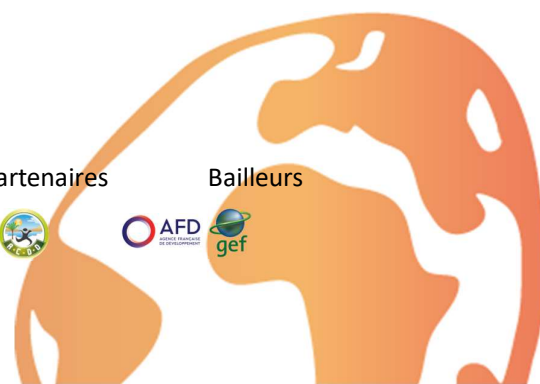
Ces présentations ont montré que la stabilité institutionnelle et la planification budgétaire sont essentielles à la continuité des programmes de résilience.

B) Travaux de groupes et recommandations collectives

Les participants ont travaillé à la formulation de propositions visant à rendre la gouvernance plus cohérente et transparente.

Les principales recommandations sont :

- Créer un cadre institutionnel intégré dédié à la gouvernance forestière, assurant la coordination entre ministères, collectivités et société civile.
- Renforcer les capacités des acteurs locaux à gérer des projets financés par les fonds climatiques.
- Mettre en place des cellules régionales de suivi budgétaire pour assurer la transparence dans l'allocation des ressources.
- Harmoniser les politiques nationales avec les engagements internationaux (CDN, ODD 15.3).
- Encourager la contractualisation territoriale, permettant aux communes d'accéder directement aux financements verts.





- Institutionnaliser les mécanismes de participation citoyenne (forums de concertation, plateformes numériques de suivi).

Les discussions ont mis en évidence une conviction commune : la réussite de la résilience forestière dépend autant des réformes institutionnelles que de la mobilisation sociale. Une gouvernance durable doit être construite autour de trois piliers : cohérence politique, transparence financière et engagement communautaire.

2.4. Freins et leviers au changement pour répondre à la problématique

Freins, difficultés, obstacles à la mise en place d'actions, ou à leur mise à l'échelle	Leviers d'actions, conditions favorables (techniques ou organisationnelles) pour dépasser les difficultés
Fragmentation institutionnelle	Clarification des mandats et création d'une structure nationale dédiée à la gouvernance forestière
Centralisation excessive	Décentralisation et renforcement du rôle des collectivités locales
Manque de ressources financières	Accès facilité aux fonds climatiques et mobilisation de partenariats innovants
Faible coordination des politiques publiques	Alignement entre stratégies nationales et engagements internationaux
Participation communautaire limitée	Approche de co-construction et reconnaissance du rôle des "biens communs"

2.4. Messages de plaidoyer prioritaires

Cibles de plaidoyer	Messages de plaidoyer formulés à destination de cette cible
Ministère de l'Agriculture, DG des Forêts	Réformer la gouvernance du secteur en intégrant la participation citoyenne
Gouvernement et Parlement	Mettre à jour le cadre juridique forestier pour inclure la dimension climatique
Bailleurs internationaux	Soutenir la mise en œuvre de la SNDDFP 2025-2050
Collectivités territoriales	Adopter des plans d'action forestiers régionaux
Société civile	Promouvoir le plaidoyer pour une gouvernance transparente et équitable des ressources naturelles

Joindre en annexe



Co-organisateurs



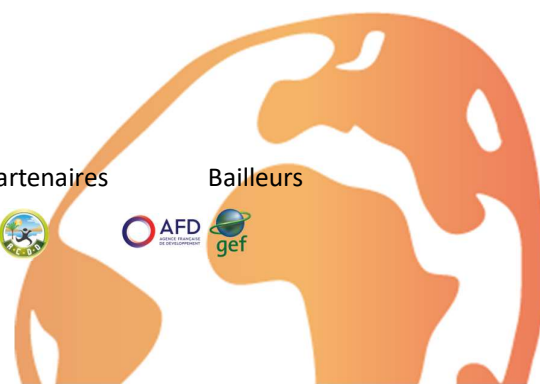
Nations Unies
Convention sur la lutte
contre la désertification



Partenaires



Bailleurs





- Agenda de l'atelier
- Liste des participants (nom, prénom, organisation, adresse mail) saisie dans un fichier Excel ou Word : la transmission de la liste des participants et de leurs adresses mail, permettra au CARI de les tenir informés de la suite des activités de D'a26 et de leur transmettre les livrables finaux
- Diaporamas de présentation
- Si un autre rapport d'activité est produit vous pouvez le transmettre en annexe
- Photos de l'atelier : privilégiez l'envoi d'un dossier photos par WeTransfer (<https://wetransfer.com/>) ou par mail directement contact@desertif-actions.org
- Tout autre document jugé utile !

**Les rapports des ateliers sont à transmettre au CARI avant le 30
septembre 2025**

